

Motion sur la DHG présentée au CA du Lycée Colbert le Mardi 11/02/20
Par les élus des représentants des personnels enseignants SNES-FSU et FO
et non syndiqués

Les membres élus du Conseil d'Administration du lycée Colbert ont examiné le tableau de répartition des moyens par disciplines qui met cette année en application la dernière réforme du lycée pour le cycle terminal. Comme nous vous l'avons déjà signifié à plusieurs reprises, nous considérons que cette réforme, mise en œuvre sans concertation et dans la précipitation, est inacceptable.

Nous avons exprimé ces dernières semaines notre opposition au passage forcé des E3C, épreuves auxquelles les élèves ne sont pas suffisamment préparés, qui perturbent fortement les cours, complexifient en réalité l'organisation du baccalauréat, et, surtout, participent à mettre un terme au caractère national de l'examen, la valeur du diplôme étant désormais indexée à celle, supposée, de l'établissement. Nous redisons ici notre opposition à cette réforme profondément inégalitaire.

En effet, comme nous l'avons déjà souligné, la suppression des séries aggrave les inégalités entre les établissements et entre les territoires. Les lycées qui accueillent peu d'élèves, comme le lycée Colbert, voient leur offre de formation réduite, ce qui diminue d'autant leur attractivité. De plus, l'absence persistante de cadrage national pour les dédoublements et les logiques d'« autonomie » exacerbent les rivalités entre disciplines, et oblige à des arbitrages qui ne peuvent être satisfaisants au regard des besoins de nos élèves, en raison aussi d'une allocation progressive très insuffisante : comment choisir s'il est « mieux » de sacrifier les dédoublements, l'AP ou les options ?

A cela s'ajoute aujourd'hui une nouvelle baisse importante de notre dotation, conséquence directe de cette réforme du lycée dont on voit clairement les enjeux budgétaires, et de la fermeture d'une terminale générale. Dans le secondaire et dans la très grande majorité des disciplines, les besoins en heures l'an prochain correspondent à peine aux heures postes, et nous déplorons que notre collègue d'espagnol se voie contrainte d'aller compléter son service dans un autre établissement à la rentrée prochaine. Nous redoutons par ailleurs de voir d'autres collègues concernés en juin ou juillet si une classe de seconde venait à fermer ou si nous n'arrivions pas à maintenir la 3ème division de 1ère générale, comme cela s'est produit à la rentrée dernière où un certain nombre de nos élèves de seconde ont fait le choix d'un établissement offrant davantage d'options ou de spécialités, ou considéré comme plus prestigieux dans la perspective de la sélection opérée par Parcoursup. Nous sommes également très inquiets du nombre important de places dites vacantes, qui laisse présager des arrivées perlées au fil des mois telles que nous en connaissons déjà, et qui sont un frein certain au bon fonctionnement de nos classes.

Cette dotation en forte baisse pour le secondaire (700h pour 17 classes en juin 2019 contre 662.4h pour 16 classes en janvier 2020) aura des conséquences sur nos heures d'AP, qui vont diminuer de plus de moitié, sur les moyens pour les heures de dédoublement, essentielles pour le public que nous accueillons, et va engendrer la disparition totale de toute option (sportive, artistique mais aussi euro), hormis peut-être l'option maths complémentaires en terminale si suffisamment d'élèves la demandent.

La direction du lycée nous propose une répartition des moyens. Nous ne pouvons que constater que ces moyens ne sont absolument pas suffisants pour permettre un fonctionnement satisfaisant des enseignements au sein du lycée, quelle que soit la répartition proposée. Nous refusons de participer à cet exercice d'équilibrisme et de gestion de la pénurie qui ne va qu'exacerber les difficultés de notre établissement.

Parce que nous pensons qu'il est du devoir du Service Public d'Éducation de lutter contre les inégalités scolaires et territoriales, et de refuser les logiques de concurrence, nous votons contre l'enveloppe de moyens qui nous est allouée, et nous demandons l'abrogation des actuelles réformes du lycée ainsi que l'ouverture d'une véritable réflexion au service d'une école démocratique, républicaine et égalitaire, en toute transparence et en toute confiance.

